

IDF EXPERTISE



CONSEIL



**SOLIDARITES INTERNATIONAL**

*Association régie par la Loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901  
Siège social : 50, rue Klock - 92110 CLICHY*

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

---

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2009**

---

Aux Membres,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'Association **SOLIDARITES INTERNATIONAL**, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

## 1. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- La note XV de l'annexe qui décrit les modalités d'établissement du compte d'emploi annuel des ressources, liées à la première application du règlement CRC 2008-12,

- La note VI de l'annexe qui présente les changements de méthode ou de présentation intervenus au cours de l'exercice, en ce qui concerne notamment les différences latentes de change et la présentation du compte d'emploi annuel des ressources,
- La note XIV de l'annexe qui détaille les engagements hors bilan, et notamment l'approche retenue en matière de programmes non intégralement co-financés.

## 2. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Comme mentionné dans la première partie de notre rapport, la note VI de l'annexe expose les changements de méthode comptable ou de présentation intervenus au cours de l'exercice. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis, nous nous sommes assurés du bien-fondé de ces changements et de la présentation qui en est faite.
- Votre Association comptabilise des fonds dédiés, conformément au plan comptable associatif. La partie « VII – Fonds dédiés » de l'annexe présente les mouvements intervenus sur les fonds dédiés au cours de l'exercice. Nous nous sommes notamment assurés, sur la base de la documentation juridique obtenue et des contrôles par sondages des dépenses réalisés, de la correcte détermination des fonds dédiés à la clôture de l'exercice.
- Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié que les modalités retenues pour l'élaboration du compte d'emploi annuel des ressources décrites dans la note XV de l'annexe font l'objet d'une information appropriée, sont conformes aux dispositions du règlement CRC 2008-12 et ont été correctement appliquées.

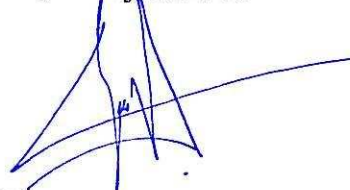
Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### 3. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A l'exception de l'incidence éventuelle des faits exposés ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Trésorier et dans les documents adressés aux Membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris, le 14 juin 2010



**IDF EXPERTISE & CONSEIL**  
NEXIA International  
Représentée par  
**Eric CHAPUS**

	Valeur au 31 / 12 / 2009			31/12/2008
	Valeur brute	Amortissement & provision	Valeur nette	Valeur nette
<b>ACTIF</b>				
<i>Immobilisations incorporelles</i>	145 145	117 396	27 748	30 140
Frais d'établissement				
Logiciels	145 145	117 396	27 748	30 140
Autres				
<i>Immobilisations corporelles</i>	498 758	313 978	184 780	213 265
Terrains				
Constructions				
Agencements installations	187 654	43 513	144 141	158 823
Equipements techniques				
Matériel et mobilier	148 981	108 342	40 639	54 442
Matériel de transport	162 122	162 122	0	0
Autres				
En cours				
<i>Immobilisations financières</i>	139 732	0	139 732	144 627
Participations	34 624		34 624	34 624
Prêts				
Intérêts courus non échus	2 220		2 220	1 956
Dépôts et cautionnements	102 888		102 888	108 047
<b>Total actif immobilisé</b>	<b>783 635</b>	<b>431 375</b>	<b>352 260</b>	<b>388 032</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<i>Stocks et en cours</i>	45 937	0	45 937	102 670
Matières premières				
Approvisionnements	45 937		45 937	102 670
En cours de production de biens ou de services				
Marchandises				
<i>Fournisseurs débiteurs immobilisations</i>				
Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations				
<i>Créances et comptes rattachés</i>	16 818 250	0	16 818 250	21 801 713
Baillleurs - débiteurs divers	16 491 343		16 491 343	21 571 447
Frais de Personnel / Caisses sociales - Débiteurs	29 899		29 899	27 892
Fournisseurs débiteurs	718		718	4 000
Fournisseurs RRR et autres avoirs	91 464		91 464	0
Autres débiteurs	204 827		204 827	198 374
<i>Disponibilités</i>	4 037 223	0	4 037 223	4 128 647
Placements : valeurs mobilières et autres	1 998		1 998	1 998
Disponibilités	4 035 226		4 035 226	4 126 649
Virements internes			0	0
Placements				
Intérêts courus non échus				
<b>COMPTES ET REGULARISATION</b>				
Charges constatées d'avance	133 738		133 738	105 804
Etat-Produit à recevoir			0	0
Autres Produits à recevoir	113		113	0
Autres comptes à régulariser			0	0
Différences de conversion Actif	176 841		176 841	481 039
<b>Total actif circulant et assimilés</b>	<b>310 692</b>	<b>0</b>	<b>310 692</b>	<b>586 843</b>
<i>Charges à répartir sur plusieurs exercices</i>				
<i>Primes remboursement obligations</i>				
<i>Intérêts d'emprunt à étaler</i>				
<b>Total de l'actif</b>	<b>21 995 738</b>	<b>431 375</b>	<b>21 564 363</b>	<b>27 007 906</b>

		PASSIF	31/12/2009	31/12/2008
FONDS PROPRES ET ASSIMILES	FONDS ASSOCIATIFS			
	FONDS PROPRES (fonds associatifs sans droit de reprise)		1 300 568	1 467 920
	Valeur du patrimoine Intégré			
	Fonds statutaires			
	Apports sans droit de reprise			
	Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés			
	Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables			
	Écarts de réévaluation			
	Sur biens sans droit de reprise			
	Sur biens avec droit de reprise			
	Report à nouveau		1 456 803	1 005 781
	Résultat		-156 236	451 022
	Réserves			
	Indisponibles			
	Statutaires ou contractuelles			
	Réglementées			
	Autre(dont projet associatif)			11 117
	AUTRES FONDS ASSOCIATIFS (Fonds associatifs avec droit de reprise)			
	Apports avec droit de reprise			
	Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés assortis d'une obligation ou d'une condition			
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs			
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables			
	Droit des propriétaires (commodat)			
<b>TOTAL FONDS PROPRES ET ASSIMILES</b>				
AMTS	AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES		375	
PROVISIONS	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		292 459	926 498
	Pour risques et charges		284 724	668 944
	Pour risques de change		7 736	257 553
FONDS DEDIES	FONDS DEDIES		17 154 899	22 016 355
	Sur subventions de fonctionnement		17 154 899	22 016 355
	Sur dons manuels affectés			
DETTES	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES D'INVESTISSEMENT			
	Capital emprunté			
	Intérêts courus non échus			
	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES DE TRESORERIE		468 120	100 361
	Banques		468 120	100 361
	Capital emprunté			
	Intérêts courus non échus			
	AUTRES DETTES		2 172 232	1 880 971
	Avances reçues et Baillleurs créditeurs		57 956	193 617
	Fournisseurs et comptes rattachés		1 383 164	936 821
	Dettes relatives au personnel et impôts		731 112	734 725
	Dettes immobilisations et comptes rattachés			
	Dépôts usagers			
Autres dettes - Programmes à réaliser			15 808	
COMPTES DE REULARISATION	PRODUITS CONSTATES D'AVANCE			
	<b>TOTAL DETTES ET ASSIMILES</b>		175 711	615 801
	Différence de conversion Passif		175 711	615 801
	ENGAGEMENTS RECUS			
	Legs nets à réaliser			
Accépés par les organes statutairement compétents				
Autorisés par l'organes de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
	<b>TOTAL DU PASSIF</b>		21 564 363	27 007 906

CHARGES INTITULES	31/12/2009	31/12/2008	PRODUITS	
			31/12/2009	31/12/2008
<b>COÛTS DE PERSONNEL</b>			<b>PRODUITS DE L'ACTIVITE PRINCIPALE</b> <i>(avec détail des rubriques spécifiques)</i>	
Appointements bruts	9 677 577	8 053 757	Cotisations	2 180
Indemnités diverses insertion professionnelle		15 000	Dons	3 211 580
Charges sociales	2 174 465	1 669 684	Legs et donations	51 984
Charges fiscales & assimilées	237 854	170 204	Ventes diverses (calendriers autres...)	
Indemn. journalières. Formation continue			Subventions de fonctionnement	27 616 926
Autre coûts	1 426 847	2 256 168	Produits liés à des financements réglementaires	34 657 060
<b>TOTAL COÛTS DE PERSONNEL</b>	<b>13 516 743</b>	<b>12 164 813</b>	<b>TOTAL PRODUITS DE L'ACTIVITE PRINCIPALE</b>	<b>30 882 670</b>
Variation de stock de matières consommables	57 573	-27 195		<b>36 135 474</b>
Alimentation			Prestations aux usagers	
Combustibles & énergie	184 211	256 757	Prestations aux tiers	
Carburant & fournitures garage	748 159	990 344	Production d'immobilisations	
Fournitures & Etudes pour Evénementiel / Campagne Collecte	1 237 409	1 205 494	Produits d'activité annexe Terrain	4 483
Fournitures atelier entretien	956 905	891 825	Subvention d'exploitation	17 917
Fournitures administratives	218 960	272 205	Reprises sur provisions	533 186
Fourniture d'équipement durable Bailleurs	971 092	1 288 594	Reprises sur amortissements	
Fournitures vie sociale			Transferts de charges	448
<b>CONSOMMATIONS</b>	<b>4 374 310</b>	<b>4 878 024</b>	Autres produits	934
Sous-traitance				
Crédit-bail	13 483	12 660		
Locations & charges locatives	2 699 772	2 764 338		
Entretien & réparations extérieurs				
Contrats d'entretien	31 765	35 613		
Entretien & réparation matériel de transport & divers	257 233	304 187		
Primes d'assurances	170 035	98 863		
Etudes, cotisations, documentations	21 216	14 664		
Personnel extérieur				
Honoraires et divers	388 305	383 518		
Information, publicité	112 926	92 157		
Transports	771 874	715 572		
Déplacements, missions, réceptions	2 020 593	1 995 242		
Frais PTT	1 149 653	1 173 565		
Service bancaires	218 031	208 294		
Divers	10 868	7 750		
Autres impôts	153 257	172 181		
<b>AUTRES SERVICES EXTERIEURS</b>	<b>8 019 009</b>	<b>7 978 604</b>		
Aides: achats - Assurances	9 556 600	8 582 860		
Quote-part des services gérés en commun				
Subventions internes de fonctionnement				
Dépenses Inéligibles	86 162	-5 326		
Dotations aux amortissements, dépréciations et engagements :				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	63 668	70 756		
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions	148 966	500 980		
Pertes sur créances irrécouvrables				
Autres charges de gestion courante divers	87	223		
<b>AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE</b>	<b>9 855 483</b>	<b>9 149 494</b>	<b>AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE</b>	<b>556 968</b>
				<b>151 855</b>
Engagements à réaliser sur ressources affectées	13 871 074	20 405 266	Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	18 620 289
				16 876 596
<b>TOTAL CHARGES COURANTES NON FINANCIERES</b>	<b>49 636 619</b>	<b>54 576 201</b>	<b>TOTAL PRODUITS COURANTS NON FINANCIERS</b>	<b>50 059 926</b>
<b>RESULTAT COURANT NON FINANCIER NEGATIF</b>			<b>RESULTAT COURANT NON FINANCIER POSITIF</b>	<b>55 163 925</b>
<b>Charges financières :</b>			<b>RESULTAT COURANT NON FINANCIER POSITIF</b>	<b>423 308</b>
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions	7 736	257 553	Produits financiers :	<b>587 724</b>
Intérêts et charges assimilées	40 089	18 170	De participation	
Différences négatives de change	1 522 868	826 990	D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	72
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			Autres intérêts et produits assimilés	368
Autres charges financières			Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	257 553
			Différences positives de change	794 449
			Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	1 066 377
<b>TOTAL CHARGES FINANCIERES</b>	<b>1 570 692</b>	<b>1 102 714</b>	<b>TOTAL PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>1 052 442</b>
<b>RESULTAT FINANCIER NEGATIF (CHARGES &gt; PRODUITS)</b>	<b>-518 251</b>	<b>-10 716</b>	<b>RESULTAT FINANCIER POSITIF (PRODUITS &gt; CHARGES)</b>	<b>1 091 998</b>
<b>RESULTAT COURANT NEGATIF</b>	<b>-94 943</b>		<b>RESULTAT COURANT POSITIF</b>	<b>577 008</b>
Charges exceptionnelles :			Produits exceptionnels :	
Créances irrécouvrables		7 503	Reprise sur provisions pour créances douteuses	
charges sur exercices antérieurs		390	Produits sur exercices antérieurs	
Autre charges exceptionnelles	85 404	138 408	Autres produits exceptionnels	18 790
Pénalités - amendes fiscales et sociales			Produits de cession des immobilisations	20 315
Dotations excep; amortissements et provisions			Produits de cession équipements durables	5 321
Dotations fonds de trésorerie				
<b>TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>85 404</b>	<b>146 301</b>	<b>TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>24 111</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL NEGATIF (CHARGES &gt; PRODUITS)</b>	<b>-61 293</b>	<b>-125 986</b>	<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL POSITIF (PRODUITS &gt; CHARGES)</b>	<b>20 315</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>51 292 715</b>	<b>55 825 216</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>51 136 479</b>
				<b>56 276 238</b>
Excédent de fonctionnement		451 022	Déficit de fonctionnement	156 236
<b>TOTAUX</b>	<b>51 292 715</b>	<b>56 276 238</b>	<b>TOTAUX</b>	<b>51 292 715</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>	<b>56 276 238</b>
Secours en nature	5 133 797	9 693 325	Dons en nature	5 133 797
Mise à disposition gratuite de biens et services	131 165	41 472	Prestations en nature	131 165
Personnel benevole			Dénévolat	41 472
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>56 557 677</b>	<b>66 011 034</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>56 557 677</b>
				<b>66 011 034</b>

## ANNEXES AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

### 1. FAITS MARQUANTS

L'année 2009 a commencé avec une crise nécessitant une forte mobilisation au siège et sur le terrain : la notification de l'expulsion de l'équipe de SOLIDARITES INTERNATIONAL du Soudan Darfour par les autorités du Soudan le 4 mars 2009. Entre la gestion des retours des expatriés, le transfert (à distance) des activités, les négociations avec les autorités et les bailleurs de fonds, il s'agissait d'un événement critique pouvant avoir des conséquences importantes. Pour cette raison, une provision spécifique pour risque avait été dotée dans les comptes 2008. En terminant l'exercice 2009, on constate une maîtrise des risques permettant la reprise de la provision et un impact moins important malgré un processus très long qui s'est terminé en 2010. Le volume d'activité en 2009 par rapport à l'année 2008 était même en légère augmentation à 36,5 M Euros comparé à 34,8 M Euros.

En revanche, la gestion de cette crise ainsi que des contextes sécuritaires difficiles sur d'autres missions ont laissé moins de place à la recherche de nouveaux financements et au dépôt de nouveaux projets pour l'année suivante. A l'exception du CIAA en France, aucun solde de financement pour le Darfour n'a pu être réaffecté aux projets des missions en pays limitrophes. Le volume de nouvelles ressources institutionnelles en 2009 reflète cette problématique et passe de 34,4M Euros à 27,5 M Euros, soit une baisse de 7,0 M Euros.

Les missions au Bangladesh et au Myanmar (Birmanie) se sont consolidées et augmentent leur activité de 234% par rapport à l'année 2008. Elles continuent d'apporter des secours aux populations touchées par les cyclones Nargis et Sidr pour le Myanmar et le cyclone Aïla au Bangladesh en 2009. La mission RDC Ituri devient la mission RDC Province Orientale avec une extension de la zone d'intervention et l'activité du mécanisme de réponse rapide (RRM) dans le Haut Uele. L'ouverture de nouvelles missions a été un défi en 2009 : l'évaluation menée au Pakistan n'a pas eu de suite opérationnelle en 2009 et la mission Zimbabwe ouverte en juillet 2009 a été perturbée par les différends entre parties politiques.

Avec la fermeture forcée de la mission au Darfour, la RDC est de loin le pays d'action humanitaire le plus important pour l'association. Elle représente 47% du total des Missions à l'international. Au total, l'activité des missions à l'international augmente de 9% hors contributions en nature. Au 31/12/2009 SOLIDARITES INTERNATIONAL comptait 16 missions, à comparer aux 15 missions ouvertes au 31 décembre 2008.

Les contributions des entreprises et d'autres organisations privées restent stables en 2009.

La collecte de fonds est en légère baisse en 2009, 3%, par rapport à l'année 2008 en excluant le don exceptionnel de 150.000 Euros. Dans une période de crise financière, l'attention des donateurs semble se recentrer autour des causes « plus proches » et le maintien du nombre de donateurs soutenant les actions de l'association est essentiel.

L'augmentation de l'activité humanitaire entre 2007 et 2008 a été fondée largement sur l'engagement des équipes siège. Pour assurer une capacité de développement et pour faire face aux incidents critiques tels que l'expulsion du Darfour, une quatrième unité opérationnelle (desk) a été créée au siège en mars 2009. Cette création contribue à l'augmentation importante du Support aux Opérations. Prise ensemble avec les frais du siège, l'augmentation en 2009 est de 6% par rapport à 2008.

Malgré le travail de ces dernières années sur la gestion du risque de change, SOLIDARITES INTERNATIONAL reste vulnérable à l'impact de change lié aux évolutions de l'US Dollar et de la livre Sterling. En 2009, cet effet change a été très important et, en dépit des reprises de provisions pour risques, est notamment à l'origine du résultat déficitaire de 156K€. En conséquence les fonds associatifs s'établissent à 1,3 millions d'euros au 31/12/2009.



## 2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

### I - METHODES RETENUES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes:

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

Les comptes sont présentés conformément aux dispositions du plan comptable des associations, homologué par règlement du Comité de la Réglementation Comptable n°99-01 du 8 avril 1999.

### II - IMMOBILISATIONS

Les immobilisations corporelles et incorporelles d'une valeur supérieure à 500 euros sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les immobilisations corporelles sont constituées majoritairement d'achats de véhicules, de radios et de matériel informatique destinés aux actions humanitaires.

Les immobilisations incorporelles sont constituées de logiciels acquis et de licences.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur localisation et de leur nature suivant le tableau ci-après:

<i>Localisation du bien</i>	<i>Nature du bien</i>	<i>Durée d'amortissement</i>	<i>Mode d'amortissement</i>
Siège	Logiciel standard	1 an	Exceptionnel
Siège	Adaptations logicielles	3 ans	Linéaire
Siège	Matériel de bureau et informatique fixe	4 ans	Linéaire
Siège	Matériel informatique portable	3 ans	Linéaire
Siège	Agencements	10 ans	Linéaire
Terrains	Matériel de bureau et informatique	1 an	Linéaire
Terrains	Matériel de transport	1 an à 3 ans*	Linéaire
Terrains	Matériel de structure	1 an à 2 ans*	Linéaire
Terrains	Matériel Programme	1 an à 3 ans*	Linéaire
Terrains	Matériel de Télécommunications	1 an à 2 ans*	Linéaire

\* La durée d'amortissement varie selon le type de matériel ou véhicule.

Les taux d'amortissement des immobilisations sur les missions varient selon le type de matériel ou véhicule immobilisé.

### III - STOCKS

Les stocks sont constitués de :

1 - Fournitures consommables liées à l'activité de la communication et de la collecte, évaluées selon la méthode FIFO («First In, First Out» - Premier entré, Premier sorti)

2 - Matériel informatique acheté en lot et envoyé sur le terrain sur BCI (bon de commande interne). Il est évalué selon cette même méthode FIFO.

#### IV - CREANCES

Les créances sont décomposées en trois sous-ensembles :

- Créances sur Contrats Bailleurs
- Créances Fournisseurs
- Créances Sociales (Personnel et caisses sociales)

Ces créances sont enregistrées pour leur valeur nominale. L'ensemble de ces créances est à moins d'un an.

Sur certaines créances devenues douteuses, une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la probabilité de non recouvrement de créances est quasi avérée.

Les créances en devises sont ajustées en fonction des taux *infoeuro* de décembre 2009, par le biais d'une comptabilisation d'un écart de conversion actif ou passif.

#### V – LIQUIDITES ET EXIGIBILITES IMMEDIATES EN DEVISES

A Paris, le pool bancaire de l'association fournit les moyens financiers complémentaires pour financer les activités des missions avant que les bailleurs institutionnels ne la remboursent. Ce pool a fait l'objet d'un avenant pour faire rentrer la CDC (Caisse des Dépôts et Consignations) début 2005. Selon ce nouvel accord, l'ouverture de crédit est consentie à SOLIDARITES INTERNATIONAL par les banques comme suivant :

- La BNP Paribas accorde un crédit en USD ou en euros à hauteur de la contre-valeur de 675 000 €.
- Le Crédit Lyonnais accorde une ligne en euros à hauteur de 540 000 € et, sur le compte en devise USD, à hauteur de 135 000 €.
- Le Crédit coopératif accorde une ligne euros à hauteur de 400 000 €.
- La Caisse des Dépôts et Consignations accorde une ligne dollars à hauteur de la contre valeur de 245 000 €.

Les comptes bancaires et caisses en devises sont convertis en euro au taux de fin d'exercice (taux *infoeuro* 2009).

#### VI - CHANGEMENT DE METHODE OU DE PRESENTATION

Il est convenu de pratiquer la compensation entre les Ecart de conversion actif et passif pour calculer la provision pour risque de change de l'année. Cette compensation se réalise par devise étrangère et principalement pour les devises suivantes : USD et GBP. Au 31 décembre 2008, cette compensation n'avait été que partiellement réalisée, ce qui avait conduit l'association à constater une provision pour risque de change de 257 K euros.

Cette année, après vérification des pertes et gains de change latents pour le US Dollar et la GBP, une provision de 8K€ a été comptabilisée. Elle provient essentiellement des pertes de change latent en GBP.

Par ailleurs, la présentation du Compte d'Emploi Annuel des Ressources inclus dans l'annexe, a été modifiée afin de tenir compte de l'évolution de la réglementation comptable, applicable aux exercices ouverts à compter de 2009.

## VII – LES FONDS DEDIES

Les fonds dédiés sont comptabilisés conformément aux dispositions du règlement 99-01 du CRC.

FONDS DEDIES PAR PAYS	Début 2009	R.A.N.U. de l'exercice (1)	Consommation des R.A.N.U. des exercices antérieurs (2)	ECP 476000 2008	ECP 477000 2008	ECA 476000 2009	ECP 477000 2009	Fin 2009
- Fonds dédiés AFGHANISTAN	880 167	-666 023	2 405 756					2 619 900
060 - Fonds dédiés BURUNDI	1 065 510	-1 065 508	378 333					378 335
120 - Fonds dédiés RDC NORD KIVU (Goma)	2 480 863	-1 744 745	1 065 426					1 801 544
121 - Fonds dédiés RDC NE - ITURI (Bunia)	1 178 394	-1 178 394	788 199					788 199
125 - Fonds dédiés RDC SUD EST	1 231 151	-1 231 151	1 661 647					1 661 646
150 - Fonds dédiés COTE D'IVOIRE	2 600 108	-1 517 381	177 136					1 259 863
180 - Fonds dédiés LIBERIA	839 902	-839 902	1 249 814					1 249 815
190 - Fonds dédiés SOUDAN	3 629 481	-3 629 481						
210/230 -Fonds dédiés ASIE								
210 - Fonds dédiés HAITI								
260 - Fonds dédiés KENYA-SOMALIE	3 151 180	-3 151 180	3 313 990					3 313 990
280 - Fonds dédiés THAILANDE	1 843 923	-835 516	35 660					1 044 067
290 - Fonds dédiés SUD SOUDAN	420 132	-420 132	341 105					341 105
300 - Fonds dédiés R.C.A.	2 024 760	-1 613 158	840 344					1 251 946
320 - Fonds dédiés BANGLADESH	2 942	-2 942	403 083					403 083
330 - Fonds dédiés TCHAD	104 263	-104 263	252 027					252 027
340 - Fonds dédiés BIRMANIE	609 397	-609 397	408 636					408 636
350 - Fonds dédiés ZIMBABWE			380 802					380 802
<b>TOTAL</b>	<b>22 062 171</b>	<b>-18 609 172</b>	<b>13 701 959</b>					<b>17 154 958</b>
<b>Complément fonds dédiés liés au change ECP</b>								
010 - Fonds dédiés AFGHANISTAN		-2 291	213		2 291		213	
060 - Fonds dédiés BURUNDI							60	-60
120 - Fonds dédiés RDC NORD KIVU (Goma)		-5 050	99 767		5 050		99 767	
121 - Fonds dédiés RDC NE - ITURI (Bunia)		-30 042	21 684		30 042		21 684	
125 - Fonds dédiés RDC SUD EST		-25 270	15 800		25 270		15 800	
150 - Fonds dédiés COTE D'IVOIRE								
180 - Fonds dédiés LIBERIA		44 758	6 983	-44 758			6 983	
190 - Fonds dédiés SOUDAN		-90 401		-90 871	181 272			
260 - Fonds dédiés KENYA-SOMALIE		84 925	23 752	-84 925			23 752	
290 - Fonds dédiés SUD SOUDAN		-22 056			22 056			
300 - Fonds dédiés R.C.A.		-621	695		621		695	
340 - Fonds dédiés BIRMANIE		231	223	-2 931	2 700		223	
<b>TOTAL</b>		<b>-45 817</b>	<b>169 116</b>	<b>-223 485</b>	<b>269 302</b>		<b>169 176</b>	<b>-60</b>
<b>Ecart de conversion Passif - Variation</b>								
<b>TOTAL</b>	<b>22 062 171</b>	<b>-18 654 989</b>	<b>13 871 075</b>	<b>-223 485</b>	<b>269 302</b>		<b>169 176</b>	<b>17 154 899</b>

La majeure partie des subventions sont comptabilisées pour leur valeur contractuelle à la date de la signature du contrat et font l'objet, dans la mesure où le projet est pluriannuel, d'une comptabilisation d'un fonds dédié à la date du 31/12 de chaque année.

Depuis l'exercice 2007, les fonds dédiés résultant de contrats bailleurs en devises étrangères sont calculés suivant cette devise et valorisés au taux de change de clôture.

De plus, pour permettre une meilleure lecture des pertes et gains de change liés au reporting en devises étrangères, il est convenu de comptabiliser en «Différences de conversion actif et passif» (comptes 476 et 477) la variation des fonds dédiés en devises au 31/12.

Une provision pour risque de change est calculée par compensation entre la différence de conversion Actif et Passif, analysée globalement par devise. Cette année, la provision s'élève à 7 735 euros.

Par ailleurs, il a été procédé à un reclassement en résultat financier des économies réalisées sur les dépenses programmes compte tenu de l'évolution des cours des devises par rapport au cours d'origine des subventions. Ce reclassement s'est traduit par une augmentation des charges programmes de 293 243 €, en contrepartie de produits financiers pour un montant de 480 888 € et 187 645 € en charges financières.

## VIII - PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

Un montant de 292 459 Euros est inscrit au bilan.

Il comprend des provisions pour litiges pour 284 724 euros et une provision sur risque de pertes de change sur les créances et les dettes pour 7 735 euros.

Par ailleurs, lorsque que des pertes à terminaison sont attendues sur des programmes en cours à la clôture de l'exercice, ces dernières font l'objet d'un provisionnement intégral au 31 décembre.

## IX – DETTES

Les dettes sont décomposées en cinq sous-ensembles:

- Dettes fournisseurs et comptes rattachés
- Dettes fiscales et sociales
- Subvention à affecter
- Avances reçues des Bailleurs et comptes Bailleur créditeurs
- Autres dettes

L'ensemble de ces dettes est à moins d'un an.

Les dettes en devises sont ajustées en fonction des taux *inforeuro* de décembre 2009.

## X - DEPENSES POUR LES MISSIONS

Les dépenses effectuées pour les missions sont engagées soit:

- par le siège, pour le compte des missions,
- par les missions elles-mêmes

Les dépenses engagées par le siège sont prises en compte lors de la facturation du bien ou de la prestation de service.

Les dépenses pour les missions sont comptabilisées dans la majeure partie des cas à la date de leur paiement. Il se peut toutefois que les missions engagent des dépenses lors de la livraison du bien, ou lors de la réalisation effective de la prestation.

## XI - PRESENTATION DU COMPTE DE RESULTAT

Le modèle de compte de résultat adopté par SOLIDARITES International est conforme au règlement 99-01 du CRC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Le compte d'emploi des ressources complète la lecture de l'utilisation des fonds confiés à SOLIDARITES INTERNATIONAL.

## XII - EFFECTIFS

Au 31/12/2009, les effectifs s'élèvent à 134 salariés (équivalent temps plein).

## XIII - CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les membres du conseil d'administration ne sont pas rémunérés pour leur fonction d'administrateur. Le détail des conventions réglementées est présenté dans le rapport spécial du Commissaire aux Comptes.

## XIV - ENGAGEMENT HORS BILAN

L'Association SOLIDARITES INTERNATIONAL s'est constituée caution limitée envers la SCI DOLPHI à hauteur de 102 000 € au titre de la location des bureaux de Clichy (92110), 50 rue KLOCK.

Compte tenu d'un turnover important et de la faible ancienneté des salariés, SOLIDARITES INTERNATIONAL a estimé l'engagement au titre des indemnités de départ à la retraite uniquement pour les salariés ayant le plus d'ancienneté. Cette indemnité a été estimée à 25 K Euros. Ce montant ne fait pas l'objet de provision au niveau des comptes de l'Association.

Par ailleurs, les Droits Individuels à la Formation font l'objet d'une information individuelle auprès des salariés.

Dans le cadre de certains projets d'aide humanitaire, le bailleur de fonds exige un partage du financement, soit avec un autre bailleur de fonds institutionnels soit avec des fonds privés. A la signature du contrat, SOLIDARITES INTERNATIONAL s'engage à mener à bien le projet et de trouver le pourcentage de cofinancement requis. Au 31/12/2009, SOLIDARITES INTERNATIONAL s'est engagé sur 4 projets, en Afghanistan, au Liberia et en RCA avec un montant total de cofinancement restant à trouver de 295 428 Euros. Les contrats concernés se clôturant tous entre 2011 et 2014, ce montant n'a fait l'objet d'aucune dotation aux provisions pour risque et charge sur l'année 2009.

Cependant, à compter de l'année 2009, une provision pour risque et charge sur les cofinancements restant à trouver au 31/12 de chaque année sera comptabilisée si le montant du risque est connu et impacte l'exercice N+1. Prenons l'exemple de l'exercice 2009 : il s'agira du risque sur 2010 évalué au 31/12/2009.

## XV - COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES

*Le compte d'emploi des ressources est établi selon les principes dictés par l'article 4 de la loi 91-772 du 7 août 1991 et l'arrêté du 30 juillet 1993. Il fait ressortir l'origine des différentes ressources annuelles de l'association et leurs affectations en emplois.*

*Le règlement CRC 2008-12 homologué par arrêté du 11 décembre 2008 prévoit désormais un cadre normalisateur qui est appliqué pour la première fois à l'exercice 2009.*

Le compte d'emploi annuel des ressources est présenté en dernière page de la présente annexe. Les données présentées dans le compte d'emploi annuel des ressources sont majoritairement issues directement de la comptabilité générale et/ou analytique de l'association. De façon plus marginale, des clés de répartition ont pu être utilisées afin de ventiler les dépenses au niveau des emplois.

### LES EMPLOIS

Le nouveau format du Compte d'emploi annuel des ressources affiche deux colonnes : les emplois annuels totaux et l'affectation par emplois des ressources collectées auprès du public et utilisées sur l'exercice. Dans les deux cas, les emplois se décomposent en trois rubriques :

- les Missions sociales
- les Frais de Recherche de Fonds
- les Frais de Fonctionnement

Pour les Emplois annuels totaux sont identifiés également les dotations aux provisions et les engagements à réaliser sur ressources affectées.

La colonne « Emplois de 2008 » permet de conserver un comparatif par rapport au dernier exercice.

Les Contributions Volontaires en Nature ne font plus partie intégrante des Missions Sociales mais sont présentées à part en bas du tableau.

### Emplois de 2009

#### Missions Sociales

Les «Missions Sociales» regroupent l'ensemble des charges directes engagées pour chacune des missions humanitaires de SOLIDARITES INTERNATIONAL. Elles sont réparties comme suit :

- Missions Humanitaire à l'international
- Support aux Opérations

#### • **Missions Humanitaires à l'international**

Il s'agit de tous les frais relatifs à la réalisation de l'action sur place. Ils comprennent les ressources humaines expatriés et nationales, les moyens logistiques et les achats de matériels et des fournitures. Les dépenses effectuées sont engagées soit par le siège en France soit par les missions elles-mêmes.

Les dépenses sont affectées aux projets d'aide humanitaire qui font l'objet d'un contrat avec un bailleur institutionnel ou privé ou une affectation spécifique de la générosité publique. Il s'agit également des dépenses opérationnelles complémentaires aux dépenses programmes qui sont financées par la collecte de fonds et qui assurent la continuité des missions ou l'entrée dans un pays en cas d'ouverture.

Les dépenses comprennent également les frais des visites d'assistance technique et de gestion effectuées par le personnel du siège sur le terrain. Elles viennent souvent en complément des autres dépenses opérationnelles et concernent les évaluations pour des interventions dans de nouvelles zones, du suivi opérationnel et du soutien en ouverture et fermeture de mission.

Toutes charges et produits exceptionnels et financiers directement imputables aux missions sont inclus dans cette rubrique. Il s'agit notamment des résultats financiers des missions sur les mouvements de devises et les contrats bailleurs et de l'impact financier des incidents sécuritaires et litiges.

Les dépenses missions humanitaires à l'international sont réparties par mission comme suit :

**SOLIDARITES INTERNATIONAL**

2009

MISSIONS HUMANITAIRES A L'INTERNATIONAL	EMPLOIS 2009	CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE 2009	TOTAL EMPLOIS 2009	TOTAL EMPLOIS 2008
<u>Asie</u>				
Afghanistan	1 650 879	0	1 650 879	1 895 965
Bengladesh	911 411	630	912 040	240 098
Indonésie	59 826	0	59 826	1 612
Myanmar	1 647 657	184 475	1 832 132	581 420
Pakistan	79 260	0	79 260	0
Sri Lanka	0	0	0	97 827
Thaïlande	799 167	376	799 542	529 022
<b>Total Asie</b>	<b>5 148 200</b>	<b>185 480</b>	<b>5 333 680</b>	<b>3 345 945</b>
<u>Afrique</u>				
Angola	8 205	0	8 205	0
Burundi	1 371 447	0	1 371 447	1 228 561
Côte d'Ivoire	1 399 682	30 490	1 430 172	1 708 014
Kenya - Somalie	3 793 597	0	3 793 597	2 178 666
Liberia	1 060 524	0	1 060 524	1 076 800
Niger	0	0	0	0
RCA	1 808 312	366 670	2 174 983	2 884 127
RDC Nord Kivu et Province Orientale	9 966 336	4 594 773	14 561 109	16 125 234
RDC Katanga	3 027 409	0	3 027 409	3 070 514
Soudan Darfour	1 750 226	0	1 750 226	5 596 796
Sud Soudan	1 163 583	0	1 163 583	990 632
Tchad	1 076 273	69 621	1 145 894	609 811
Zimbabwe	254 224	0	254 224	0
<b>Total Afrique</b>	<b>26 679 818</b>	<b>5 061 555</b>	<b>31 741 372</b>	<b>35 469 156</b>
<u>Caraïbes et les Amériques</u>				
Haïti				
<b>Total Caraïbes et les Amériques</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<u>Europe et Moyen Orient</u>				
<b>Total Europe et Moyen Orient</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL MISSIONS A L'INTERNATIONAL</b>	<b>31 828 017</b>	<b>5 247 035</b>	<b>37 075 052</b>	<b>38 815 101</b>

Le montant par mission des Contributions Volontaires est inclus dans le tableau afin d'apprécier le volume d'activité total pour l'exercice.

- **Support aux Opérations**

Cette rubrique comprend les frais du siège relatifs à la gestion des activités des missions à l'international. Il s'agit notamment des dépenses du service Missions avec les équipes ayant des responsabilités opérationnelles et financières par zone géographique et leur responsable. Il inclut également la cellule technique, la gestion des ressources humaines expatriées et la logistique liée aux missions. Aucun frais de structure (loyers et charges du siège et du stock, assurances, télécommunications) n'est attribué à ce poste.

### Frais de Recherche de Fonds

- **Frais d'appel à la générosité du public**

Les «Frais d'appel à la générosité du publique» regroupent l'ensemble des charges directes engagées pour collecter les fonds du public. Il s'agit des

- frais relatifs aux actions de marketing direct auprès du grand public : opérations de fidélisation (donateurs existants) et de prospection (nouveaux donateurs)
- frais de traitement des dons (prestataire informatique, édition et envoi des reçus fiscaux, fournitures et frais d'affranchissement)
- honoraires de l'agence de marketing direct
- salaires et charges et des frais annexes du service de collecte de fonds au siège.

- **Frais de recherche d'autres fonds privés**

Les «Frais de recherche d'autres fonds privés» comprennent les dépenses liées aux opérations de partenariat privé, notamment les salaires et charges des personnes au siège au prorata du temps passé.

### Les frais de fonctionnement de l'association

Les «frais de fonctionnement de l'association» sont composés de quatre postes distincts:

- les frais d'information et de communication
  - les frais du siège
  - les charges exceptionnelles
  - les charges financières
- Les «frais d'information et de communication» regroupent l'ensemble des frais de supports de communication ainsi que des campagnes institutionnelles. Il s'agit des frais des sites web - [www.solidarites.org](http://www.solidarites.org) et [www.votregouttedeau.org](http://www.votregouttedeau.org) – la campagne « e-pétition », les événements autour de la journée mondiale d'eau, 50% des frais du journal de l'association, les charges associées avec les supports de communication (dossiers spéciaux etc.) et le rapport annuel. Les salaires et charges et les frais annexes du service communication font aussi partie intégrale de ces frais.
  - Le poste «frais du siège» comprend l'ensemble des frais des services du siège qui ne se trouvent pas déjà dans les rubriques Missions Sociales ou Frais de recherche de Fonds et d'Information et de Communication. Il s'agit des frais de support du siège, les fonctions de direction générale, services généraux, finance, contrôle interne, informatique et accueil et tous les frais de structure (loyers, entretiens, assurances, télécommunications etc.).
  - Le poste «charges financières» comprend les intérêts bancaires liés aux comptes bancaires du siège ainsi que les pertes de change résultant de la valorisation en euros des comptes et des caisses US dollars du siège.
  - Le poste «charges exceptionnelles» consiste en des charges exceptionnelles du siège, celles résultant des incidents terrain se trouvant en missions à l'international.



Deux autres rubriques dans la partie Emplois suivent le « Total des Emplois de l'Exercice inscrits au Compte de Résultat» :

#### **Dotations aux provisions**

Il regroupe l'ensemble des dotations pour risques : les risques sur contrat bailleurs et les risques sociaux et divers ainsi que les risques de pertes de change latentes. Les dotations concernent les missions et le siège.

#### **Engagements à réaliser sur ressources affectées**

Il s'agit des engagements pris sur les programmes humanitaires en cours qui seront rapportés aux exercices ultérieurs.

En bas de tableau, se trouve la partie non financière de l'activité de SOLIDARITES INTERNATIONAL.

C'est pourtant un indicateur important du volume total d'activité. Il s'agit des **Contributions en Nature** reçues des partenaires dans le cadre de la mise en œuvre des programmes humanitaires et valorisées dans les Emplois de 2009.

Elles concernent principalement les dons reçus de l'UNICEF, pour les distributions non-alimentaires en réponse aux urgences de personnes déplacées, et du PAM, pour les distributions alimentaires. Mais il peut aussi s'agir des semences et des outils, de l'équipement, d'autre matériel de première nécessité et des ressources humaines dans le cadre de partenariats de compétences.

L'activité de bénévolat au sein de SOLIDARITES INTERNATIONAL reste négligeable et n'est valorisée ni en 2009 ni en 2008.

**Le montant du Total Emplois Utilisés en bas de tableau représente l'indicateur clef en termes de volume d'activité annuel pour SOLIDARITES INTERNATIONAL. Il intègre les éléments financiers et non financiers et est utilisé dans les graphiques de communication financière de l'Association.**

#### **Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public et utilisées sur 2009**

Il s'agit d'explicitier pour chaque rubrique la part des Emplois de 2009 qui a été financée par les ressources collectées auprès du public.

La méthode retenue pour cette affectation se fonde sur les principes suivants :

- Les ressources collectées auprès du public peuvent être affectées ou non affectées
- Les subventions institutionnelles se décomposent en deux parties :
  - o en premier, un financement des dépenses directes du projet ;
  - o en deuxième, un pourcentage –variable selon le bailleur de fonds – contribuant aux frais administratifs de l'Association.
- Avec des ressources collectées auprès du public largement inférieures aux ressources institutionnelles, SOLIDARITES INTERNATIONAL a pris le principe d'une affectation prioritaire de ces ressources précieuses.

En pratique, ces principes traduisent en une affectation comme suit :

1. **Les frais d'appel à la générosité du public** viennent en déduction des ressources et établissent les ressources nettes collectées auprès du public. Il s'agit de l'affectation de l'intégralité des dépenses de cette rubrique.
2. **Les Missions à l'International** utilisent en priorité les ressources nettes collectées auprès du public. Il s'agit de l'ensemble des frais de la définition Missions Humanitaires à l'international ci-dessus, à l'exception des dépenses de projets faisant l'objet d'un contrat avec un bailleur institutionnel ou un organisme privé. C'est l'affectation de ressources à cette rubrique qui permet à SOLIDARITES INTERNATIONAL d'agir en cas de catastrophe naturelle ou grande crise, de financer des projets intégralement ou en partie et qui assure la continuité de missions.
3. **Le résultat de l'exercice** est considéré par SOLIDARITES INTERNATIONAL comme résultant de l'affectation des ressources collectées auprès du public. En conséquence, l'affectation des ressources aux rubriques 4. et 5. augmente ou diminue selon que le résultat est excédentaire ou déficitaire. La participation aux frais administratifs des bailleurs institutionnels ne finance pas l'intégralité des Frais de

Fonctionnement et du Support aux Opérations de l'exercice. Elle est donc obligatoirement consommée dans l'exercice et ne participe pas au résultat.

4. Le **Support aux Opérations** est défini comme la priorité suivante, en fonction des ressources restant après affectation aux 1. et 2. et du résultat de l'exercice.
5. Les **Frais de Fonctionnement** arrivent en dernière place dans cette affectation en raison de la participation importante des bailleurs institutionnels et privés.

**Part des acquisitions:** elle est calculée selon le ratio des Ressources nettes collectées auprès du public par rapport aux frais de fonctionnement, aux frais de communication et au résultat de l'exercice 2009. Le pourcentage résultant de ce calcul est appliqué au montant des acquisitions des immobilisations de l'année.

La même méthode s'applique au calcul de la part des dotations aux amortissements.

Avec la mise en place du nouveau format Compte d'Emploi des Ressources pour l'exercice 2009, le pourcentage déterminé pour l'année 2009 s'applique aussi au calcul du quote-part de la Valeur Nette Comptable au 31/12/2008 pour établir le « Report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en début d'exercice ».

## LES RESSOURCES

Comme pour les Emplois, les Ressources sont affichées en deux colonnes :

- les Ressources Collectées sur 2009
- le Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées sur 2009.
- 

Les quatre catégories des Ressources Collectées sur 2009 :

- Ressources Collectées auprès du public
- Autres fonds privés
- Subventions et concours public
- Autres produits

Seule la première catégorie, « Ressources Collectées auprès du public », concerne la colonne « Suivi des ressources collectées auprès du public » et le contenu de cette rubrique est identique pour les deux colonnes.

Les reprises de provisions et le Report des ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs se rajoutent à ces catégories pour arriver au Total Produits.

La colonne «Ressources Collectées sur 2008» permet un comparatif par rapport au dernier exercice.

Les Contributions Volontaires en Nature sont affichées à part en bas du tableau.

### Ressources collectées auprès du public

Les «Ressources collectées auprès du public» comprennent l'ensemble des dons collectés grâce aux opérations de marketing direct et les legs. Il s'agit des dons issus de tous les appels de fonds : par courrier, opération téléphonique, internet et prélèvement automatique.

On distingue les dons et les legs affectés des non affectés. L'affectation intervient au moment du don ou du leg selon la demande précisée par le donateur, sans possibilité de réaffectation, sauf accord au préalable de celui-ci. Le mouvement des dons et legs affectés d'un exercice à l'autre apparaît dans la ligne «Variation des fonds dédiés collectés auprès du public».

### Autres fonds privés

Les «Autres Fonds privés» recouvrent les fonds collectés dans le cadre de partenariat avec des entreprises et autres organismes privés (ex. Fondations). Les fonds collectés font l'objet d'un accord spécifique entre l'Association et l'organisme privé qui détermine la nature du soutien. Cela va du projet spécifique à des actions plus larges dans une zone géographique ou un domaine particulier.

### Subventions et concours publics

Les «Subventions et concours publics» comprennent l'ensemble des ressources issues de la recherche de fonds publics et sont détaillées par origine. Les subventions peuvent être perçues par deux canaux : le siège ou les missions directement.

### Autres Produits

Les «autres produits» sont composés de trois postes distincts:

- Autres produits d'exploitation
  - Produits exceptionnels
  - Produits financiers
- 
- Le poste «Autres produits d'exploitation» regroupe les produits de gestion courante (régularisation, différences etc.), les transferts de charges issus de remboursements, principalement de la CPAM, et les remboursements liés aux aides à l'emploi. A fin 2009, SOLIDARITES INTERNATIONAL disposait de deux contrats aidés et un contrat de professionnalisation en cours.
  - Le poste «Produits financiers» comprend les intérêts bancaires sur placements et les gains de change éventuels sur les mouvements en devises au siège.
  - Le poste «Produits Exceptionnels» comprend les produits des cessions d'équipement durable, des remboursements des assurances en cas d'incident exceptionnel (incendie etc.) au siège. Ceux résultant d'actions terrain se trouvent en net des charges dans le rubrique Missions à l'international.

Deux autres rubriques dans la partie Ressources collectées sur 2009 suivent le «Total des Ressources de l'Exercice inscrites au Compte de Résultat» :

### Reprise des Provisions

Il regroupe les reprises de l'ensemble des provisions pour risques ainsi que pour risques de change.

### Report des Ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs

Ce sont les engagements pris sur les programmes humanitaires des exercices antérieurs qui sont consommés dans l'exercice en cours ainsi que les reprises des engagements spécifiques aux contrats en devises.

En bas de tableau se trouvent **Les Contributions Volontaires en Nature**:

Afin de montrer le véritable volume des activités opérationnelles, SOLIDARITES INTERNATIONAL valorise les contributions en nature reçues des partenaires dans le cadre de la mise en œuvre des programmes humanitaires. Ce sont surtout des dons reçus de l'UNICEF pour les distributions non-alimentaire, en réponse aux urgences de personnes déplacées, et du Programme alimentaire mondial (PAM) pour les distributions alimentaires. Est également comprise la valorisation des dons de compétences dans le cadre de projets spécifiques.

**Au final, le montant du Total des Ressources utilisées, en bas de tableau, représente l'indicateur clef en termes de volume d'activité annuel pour SOLIDARITES INTERNATIONAL. Il intègre les éléments financiers et non financiers et est utilisé dans les graphiques de communication financière de l'Association.**

**COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES - 31 DECEMBRE 2009**

EMPLOIS	Emplois de 2009 Compte de résultat	Ratios sur Total	Emplois de 2008 Compte de résultat	Ratios sur Total	Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public et utilisées sur 2009	RESSOURCES	Ressources collectées sur 2009 Compte de résultat	Ressources collectées sur 2008 Compte de résultat	Solus des ressources collectées auprès du public et utilisées sur 2009
<b>Missions sociales</b>						<b>Report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en début d'exercice</b>			<b>1 364 239</b>
Missions Humanitaires à l'International:						Ressources collectées auprès du public			
Asie	5 148 200		3 117 085		294 501	Dons manuels non affectés	3 182 546	3 447 657	3 182 546
Afrique	26 679 818		25 966 627		1 033 550	Dons manuels affectés	51 984	28 322	51 984
Caribbes et les Amériques						Legs et donations non affectés			
Europe et Moyen Orient						Legs et donations affectés			
Total Missions à l'International:	31 828 017	76,0%	29 083 713	66,0%	1 328 451	Autres produits liés à l'appel à la générosité public	2 180	2 435	2 180
Support aux Opérations	1 075 760	2,6%	893 051	2,0%	163 231	<b>Total Ressources collectées auprès du public</b>	<b>3 236 711</b>	<b>3 478 414</b>	<b>3 236 711</b>
Missions sociales	32 903 777	78,6%	29 976 764	68,0%	1 491 682	Autres fonds privés	181 700	185 122	
Frais de Recherche de Fonds						Subventions et concours publics			
Frais d'appel à la générosité du public	1 901 265		1 858 133		1 901 265	Financements France	2 320 882	2 723 985	
Frais de recherche d'autres fonds privés	14 341					Financements Union Européenne	13 591 410	16 268 293	
Frais de recherche de subventions						Financements ONU	10 810 026	9 142 020	
Frais de recherche de fonds	1 915 606	4,6%	1 858 133	4,2%	1 901 265	Financements Coopération Nationales	741 942	6 254 994	
Frais de Fonctionnement						Financements Autres		81 646	
Frais d'Information et Communication	277 508	0,7%	243 390	0,6%		<b>Subventions et concours publics</b>	<b>27 464 260</b>	<b>34 470 938</b>	
Frais du siège	1 228 561	2,9%	1 284 670	2,9%		Autres produits d'exploitation	23 752	14 938	
Charges exceptionnelles	4 674	0,0%	30 161	0,1%		Produits exceptionnels	5	389	
Charges financières	123 065	0,3%	177 861	0,4%		Produits financiers	7 277	0	
Frais de fonctionnement	1 633 808	3,9%	1 736 083	3,9%	0	Autres produits	31 034	15 387	
<b>TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU COMPTE DE RESULTAT</b>	<b>36 453 192</b>		<b>33 570 980</b>		<b>3 392 946</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU COMPTE DE RESULTAT</b>	<b>30 913 704</b>	<b>38 150 861</b>	<b>3 236 711</b>
Dotations aux provisions	156 701	0,4%	758 534	1,7%		Reprises des provisions	780 740	158 344	
Engagements à réaliser sur ressources affectées (1)	13 871 074		20 405 266			Report des ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs	18 620 289	16 876 596	
<b>TOTAL DES EMPLOIS (2)</b>	<b>50 480 967</b>		<b>54 734 779</b>			Variation des fonds délégués collectés auprès du public			
Excédent			451 022			<b>TOTAL PRODUITS (4)</b>	<b>50 324 732</b>	<b>55 185 801</b>	
						Déficit	156 236		
<b>TOTAL GENERAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE</b>	<b>50 480 967</b>		<b>55 185 801</b>		<b>3 392 946</b>	<b>TOTAL GENERAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE</b>	<b>50 480 967</b>	<b>55 185 801</b>	<b>3 236 711</b>
Part des acquisitions 2009					10 468				
Neutralisation des dotations aux amortissements					19 725				
Valeur Nette Comptable					-9 257				
<b>Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public</b>					<b>3 383 689</b>	<b>Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public</b>			<b>3 383 689</b>
<b>EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>									
Missions Sociales	5 247 095	12,5%	9 731 388	22,1%		Bénévolat			
Frais de recherche de fonds	17 937	0,0%	3 409	0,0%		Dons en nature : Alimentaire	519 123	1 273 670	
Frais de fonctionnement	5 264 962	12,6%	9 734 797	22,1%		Dons en nature : Non Alimentaire	4 614 674	8 419 655	
<b>TOTAL CONTRIBUTIONS EN NATURE (3)</b>						Prestations de service	131 165	41 472	
						<b>TOTAL CONTRIBUTIONS EN NATURE (5)</b>	<b>5 264 962</b>	<b>9 734 797</b>	
<b>TOTAL EMPLOIS</b>	<b>55 745 979</b>		<b>64 920 598</b>			<b>TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE</b>	<b>55 745 979</b>	<b>64 920 598</b>	
<b>TOTAL EMPLOIS UTILISES (2) - (3) - (1)</b>	<b>41 874 855</b>	100,0%	<b>44 064 310</b>	100,0%		<b>TOTAL DES RESSOURCES UTILISEES (4) - (5) - (1)</b>	<b>41 718 619</b>	<b>44 515 332</b>	

## ANNEXES AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

### 3. TABLEAUX DETAILLES

#### IMMOBILISATIONS

**TABLEAU DES IMMOBILISATIONS**

<i>Rubriques</i>	<i>Valeur brute à l'ouverture de l'exercice</i>	<i>Augmentations</i>	<i>Diminutions</i>	<i>Valeur brute à la clôture de l'exercice</i>
Immobilisations incorporelles	139 403	13 345	7 603	145 145
Immobilisations corporelles	571 010	19 071	91 323	498 758
Immobilisations financières	144 628	33 628	38 523	139 733
<b>TOTAL</b>	<b>855 041</b>	<b>66 044</b>	<b>137 449</b>	<b>783 636</b>

**TABLEAU DES AMORTISSEMENTS**

<i>Rubriques</i>	<i>Amortissements cumulés au début d'exercice</i>	<i>Augmentations : dotations de l'exercice</i>	<i>Diminutions d'amortissements de l'exercice</i>	<i>Amortissements cumulés à la fin de l'exercice</i>
Immobilisations incorporelles	109 263	15 737	7 603	117 397
Immobilisations corporelles	357 745	47 556	91 323	313 978
Immobilisations financières				
<b>TOTAL</b>	<b>467 008</b>	<b>63 293</b>	<b>98 926</b>	<b>431 375</b>

**TABLEAU DES AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES**

<i>Rubriques</i>	<i>Amortissements cumulés au début d'exercice</i>	<i>Augmentations : dotations de l'exercice</i>	<i>Diminutions d'amortissements de l'exercice</i>	<i>Amortissements cumulés à la fin de l'exercice</i>
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles		375		375
Immobilisations financières				
<b>TOTAL</b>		<b>375</b>		<b>375</b>

#### PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

**TABLEAU DES PROVISIONS**

<i>Rubriques</i>	<i>Valeur brute à l'ouverture de l'exercice</i>	<i>Augmentations</i>	<i>Diminutions</i>	<i>Valeur brute à la clôture de l'exercice</i>
Provisions réglementées				
Provisions pour risques	668 945	148 966	533 186	284 724
Provisions pour risques de change	257 553	7 736	257 553	7 736
Provisions pour charges				
Provisions pour dépréciation				
<b>TOTAL</b>	<b>926 498</b>	<b>156 701</b>	<b>790 740</b>	<b>292 460</b>

## CREANCES

### ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2009

Créances	Montant brut	Degré de liquidité	
		Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Prêts			
Autres			
<b>Créances de l'actif circulant :</b>	<b>16 818 250</b>	<b>16 818 250</b>	
Bailleurs - débiteurs divers	16 491 343	16 491 343	
Frais de Personnel / Caisses sociales - Débiteurs	29 899	29 899	
Fournisseurs débiteurs	718	718	
Fournisseurs RRR et autres avoirs	91 464	91 464	
Autres débiteurs	204 827	204 827	
<b>TOTAL</b>	<b>16 818 250</b>	<b>16 818 250</b>	

## DETTES

### ETAT DES ECHEANCES DES DETTES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2009

Dettes	Montant brut	Degré de liquidité	
		Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Emprunt obligataires	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont:	-	-	-
- à deux ans au maximum à l'origine	-	-	-
- à plus de 2 ans à l'origine	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers	-	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 383 164	1 383 164	-
Dettes fiscales et sociales	731 112	731 112	-
Dettes sur immobilisation et comptes rattachés	-	-	-
Subventions à affecter	-	-	-
Avances reçues des bailleurs - Bailleurs créditeurs	57 956	57 956	-
<b>TOTAL</b>	<b>2 172 232</b>	<b>2 172 232</b>	-

COMPTES DE REGULARISATION

	Charges Constatées d'Avance	Factures non Parvenues	CP Salaries + CH 57% SIEGE	Autres Charges sociales à payer SIEGE	Autres Charges fiscales à payer SIEGE	Avoirs Non Parvenu	Produits à Recevoir
SIEGE	53 158	25 062	149 698	100 147	5 730		26 237
SIEGE / COMMUNICATION	19 315	53 307				91 964	
AFGHANISTAN	891						5 233
BANGLADESH							
BIRMANIE							42
BURUNDI	5 404						
KENYA	29 824						
LIBERIA	4 177						
RCI	364						
RCA							13 503
RDC ITURI NE	723						167 346
RDC NK NORD KIVU	9 248						177
RDC KATANGA	4 001						403
SOUDAN							
SUD SOUDAN	6 303						
TCHAD	179						7 371
THAILANDE		5 848					
ZIMBABWE	152						
<b>TOTAL</b>	<b>133 738</b>	<b>84 218</b>	<b>149 698</b>	<b>100 147</b>	<b>5 730</b>	<b>91 964</b>	<b>220 312</b>

RESULTAT FINANCIER

		Débit	Crédit
<b>CHARGES FINANCIERES</b>			
661600	INTERETS BANCAIRES SIEGE	40 089	
666000	PERTES DE CHANGE	1 522 868	
686500	PROVISION POUR RISQUE DE CHANGE	7 736	
	<b>TOTAL</b>	<b>1 570 692</b>	
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>			
764000	REVENUS VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT		72
766000	GAINS DE CHANGE		794 449
768100	INTERETS BANCAIRES SIEGE		104
768800	INTERETS COURUS		264
786500	REPRISE SUR PROVISION POUR RISQUE CHANGE		257 553
	<b>TOTAL</b>		<b>1 052 442</b>
	<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>-518 250</b>	

Les pertes de change totales de l'exercice s'élèvent à 1 522 868 Euros et les gains de change à 794 449 Euros.  
 Les intérêts bancaires débiteurs représentent la rémunération des avances de trésorerie consenties par notre pool de banque (BNP Paribas, Crédit Lyonnais, BFCC, CDC)

## RESULTAT EXCEPTIONNEL

		DEBIT	CREDIT
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>			
671100	CHARGES EXCEPTIONNELLES TERRAIN	80 356	
671200	DIFFERENCES DE CAISSE TERRAIN	356	
672000	CHARGES EXCEPT S/EXERCICES ANTERIEURS		
678800	CHARGES EXCEPTIONNELLES SIEGE	4 692	
	<b>TOTAL</b>	<b>85 404</b>	
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>			
771000	PRODUITS EXCEPTIONNELS TERRAIN		17 525
771800	CESSION EQUIPEMETS DURABLES BAILLEURS		5 321
772000	PRODUITS EXCEPT S/EXERCICES ANTERIEURS		
775200	PROD CESS° IMMO CORPO		
778800	PRODUITS EXCEPTIONNELS SIEGE		1 265
	<b>TOTAL</b>		<b>24 111</b>
	<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>-61 293</b>	

Les produits exceptionnels terrain sont composés pour l'essentiel du remboursement de TVA obtenu au Burundi, pour un montant de 9 121 euros, et d'une erreur bancaire de 6 679 Euros commise par une banque en Ouganda lors de l'ouverture d'un compte en 2009.

Le montant des cessions d'équipements durables s'élève à 5 321 €.

Les charges exceptionnelles sont majoritairement issues d'incidents sécuritaires et litiges sur le terrain. Les charges du Soudan Darfour s'élèvent à 34 598 Euros et concernent les frais associés à l'expulsion : solde de comptes bancaires et caisses saisis, argent confisqué et indemnités aux expatriés. Les bailleurs de fonds finançant SOLIDARITES INTERNATIONALE au moment de l'expulsion ont participé à la prise en charge de certaines de ces charges. La RDC représente aussi un montant important, 29 446 Euros, résultant de différents incidents sécuritaires et de contrôles fiscaux. Les événements survenus au Tchad, en particulier le mort d'un chauffeur, tué par balle, expliquent les charges de 6 767 Euros.

## EFFECTIFS

Effectif présent au 31/12/2009: 133

Effectif 2009 en équivalent temps plein: 134

Effectif déclaré sur la DADS 2009: 238